

comment expliquer le régime gaulliste

La situation actuelle est complexe. Presque tout se trouve ramené à un seul homme: DE GAULLE. Mais différentes tendances paraissent s'exprimer en lui et les explications que l'on peut donner ne laissent pas entièrement satisfaits.

OBJECTIVEMENT, le REGIME GAULLISTE TEND A RESOUDRE EN FRANCE UNE CRISE DES INSTITUTIONS.

Depuis 1945 il y a eu derrière la façade immuable du régime et des jeux politiques traditionnels une transformation profonde de la société française. La modernisation technique dans tous les secteurs (industrie, agriculture, commerce) la concentration, les modifications de structures, ont heurté les intérêts de multiples groupes sociaux (petits paysans, commerçants, artisans) qui tiraient de leur poids électoral une force sans rapport avec leur poids économique réel; dans le régime parlementaire de la 4ème, cela se traduisait par une paralysie de toutes les institutions. La crise algérienne a joué le rôle d'un catalyseur en portant à son paroxysme les contradictions de cette société.

La guerre d'Algérie n'a jamais été un tout en elle-même: si elle a éclaté si elle a duré si longtemps, c'est à cause de cette situation économique politique et sociale. En sens inverse, la persistance de la guerre a accéléré l'évolution, aiguisé les contradictions, accumulé les tensions qui ont éclaté le 13 Mai 1968.

A cette date, une coalition momentanée d'intérêts et de mécontents divers (colons en Algérie - commerçants et paysans en France) se sont retrouvés pour appuyer une force: l'armée que les événements d'Algérie avaient démesurément développée et qui tendait, par suite, à agir de manière autonome, pour ses propres fins.

Mais en même temps, la 4ème République empêtrée dans son immobilisme ne trouvait aucun défenseur dans tous ceux qui, consciemment ou non, (technocrates fraction du patronat, bureaucrates syndicaux, travailleurs,) recherchaient une société plus efficace, plus rationnelle.

LES PARADOXES DU GAULLISME

De Gaulle a été amené au pouvoir par ceux qui s'opposaient à une évolution du capitalisme tant sur le plan intérieur que sur le plan de l'Algérie. Au lieu de défendre ses intérêts menacés, il tend objectivement, à mettre en oeuvre d'une manière autoritaire, un ensemble de réformes qui facilitent l'évolution du capitalisme. C'est le paradoxe du régime gaulliste: il doit son existence à ceux qui veulent l'Algérie Française et la guerre à outrance, et la logique de la situation nationale et internationale lui impose de faire la paix en Algérie. Porté au pouvoir par l'action de l'armée, c'est cette même armée qu'il doit combattre, ce qu'aucun homme politique n'avait pu faire auparavant. Soutenu par des couches "réactionnaires", il porte l'espoir des réformes de structures qui diminueront le pouvoir économique et social de ces classes.

On peut penser que nous nous trouvons dans le type de situation où un seul

Homme peut répondre à de telles contradictions et résoudre de tels paradoxes. C'est qu'à côté de l'aspect logique du gaullisme se pose le côté "magicien" du personnage lui-même qui l'incarne.

Pour les couches rétrogrades, il incarne toujours "l'ordre, la patrie, la grandeur nationale"; il continue à assumer le personnage de toujours, de 1940, de 45, et du 13 Mai: l'homme providentiel. Vis à vis des travailleurs il a incarné et il incarne toujours le seul pouvant mettre un terme à la guerre d'Algérie; vis à vis des couches technocratiques, il incarne l'espoir d'une société bureaucratique et l'autorité nécessaire pour réaliser l'adaptation des structures sociales.

LA CONFIANCE DANS UN SEUL HOMME

Cette situation fait que les relations entre De Gaulle et les différentes classes de la société défient toutes les explications traditionnelles: elles tiennent à la fois de la mystique et de la raison, du rationnel et de l'irrationnel. Il ne s'appuie sur aucun parti de masse, ni sur un clan de l'administration. La "confiance" que les uns et les autres peuvent lui accorder court-circuite les partis et les rapports de ceux-ci avec les classes qu'ils pouvaient tendre à représenter. A cette confiance, ils ne peuvent rien opposer que des critiques négatives, rien de constructif; et encore, ces critiques ne peuvent être radicales parce qu'aucun ne peut ou ne veut envisager dans la situation présente, de remplacer et de faire ce que fait le gaullisme vis à vis de la question algérienne.

Ces rapports de "confiance" se marquent bien dans tout l'appareil d'Etat où à côté de la hiérarchie officielle existe un réseau parallèle qui contrôle l'essentiel formé des gens "fidèles au régime et au général". Cette notion de loyalisme à un homme et à un type de société qu'il incarne est apparue dans toute sa valeur lors des derniers événements: dans l'armée, dans l'administration, à l'U.N.R. et dans d'autres organisations.

Ces rapports font à la fois la force et la faiblesse du gaullisme: sa force parce que l'obéissance inconditionnelle à un seul homme emporte dans certaines situations une unité de décision et une rapidité d'exécution; sa faiblesse, parce que dans la mesure où tout repose uniquement sur quelques "fidèles" il peut être rapidement renversé par une action isolée, si cette confiance vient à lui faire défaut, même s'il s'agit d'une coalition momentanée d'intérêts disparates.

LES PERSPECTIVES DU GAULLISME

Ces rapports font aussi le danger du gaullisme: pour l'équipe et le parti qui entoure De Gaulle, ce qui compte, c'est le pouvoir. Il y a depuis trois ans une tentative constante de donner au gaullisme la "base" qui lui manque; tentatives qui n'ont guère réussi jusqu'à maintenant. Mais précisément, cette confiance, tirée de la guerre d'Algérie, ne mettait pas directement en cause le maintien du régime. La fin de la guerre mettra au premier plan les forces de contestation du régime gaulliste; dans la mesure où l'assise de l'équipe au pouvoir se rétrécira, cette équipe pourra chercher à se maintenir au pouvoir en durcissant le caractère autoritaire. C'est dans

Sans doute De Gaulle a utilisé à maintes reprises des hommes du grand capital (Pompïdou, Reynaud, Chalandon). Certains groupes capitalistes, certains groupes technocratiques peuvent voir en De Gaulle l'homme qui permettra la réalisation de certaines de leurs thèses: le rapport Rueff pouvait paraître réaliser la synthèse de la haute finance, du patronat, de l'administration d'Etat, des bureaucraties syndicales. Objectivement, le régime De Gaulle semble devoir réaliser ces réformes de la société française en faveur du développement d'un capitalisme moderne; il peut donc y avoir convergence de méthodes entre celles envisagées par le clan au pouvoir et celles des différents groupes technocratiques; certains hommes (dans le gouvernement ou à l'U.N.R.) peuvent être choisis en raison de cette identité de vues.

PEUT-ON DIRE que DE GAULLE C'EST LA TECHNOCRATIE
C'EST LE GRAND CAPITAL

D'une part on peut affirmer que la fonction du régime gaulliste est de réaliser les réformes de structures nécessitées par le capitalisme français. Mais d'un autre côté, il est évident que De Gaulle n'a pas été placé là volontairement par certains capitalistes pour faire ces réformes. Ce que l'on appelle les capitalistes est très hétérogène; ils comportent, dans la société d'exploitation sur laquelle tous sont d'accord, des forces rétrogrades et des forces progressistes; à part une minorité (hauts fonctionnaires, technocrates "éclairés", patrons "avancés") ils ne se rendent pas compte de ce que sont leurs intérêts réels à long terme. Ils s'attachent plus à des progrès immédiats; chaque fois qu'ils le peuvent, ils préfèrent maintenir un statu quo profitable, que d'entreprendre des réformes audacieuses et incertaines. C'est ainsi qu'ils peuvent être amenés à s'opposer à ceux qui tiennent l'Etat et qui paraissent - à juste titre- leurs meilleurs défenseurs.

Le dernier discours de De Gaulle aborde des questions qui deviennent maintenant beaucoup plus essentielles pour les capitalistes: celle de la planification avec la menace de la rendre obligatoire. Jusqu'à présent les projets du gaullisme dans ce domaine, se sont heurtés à des oppositions qui les ont fait ajourner: le rapport Rueff est resté sans lendemain, le projet de réforme du droit des sociétés avec introduction de la cogestion syndicale a dû être renvoyé dans les cartons. Le patronat peut redouter les mesures autoritaires que le gaullisme pourrait prendre en vertu de sa dynamique propre et qui introduirait des décisions bureaucratiques là où jusqu'à maintenant le jeu traditionnel des "lois" capitalistes permet une évolution en souplesse. Par exemple, dans les rapports patronat-classe ouvrière, les groupes capitalistes craignent que le gouvernement ne cède trop facilement au titre d'un plan social (retour aux 40 heures, 4 semaines de congés payés) ce qu'eux-mêmes ne lâcheraient que contraints et forcés. De même dans l'élaboration du 4ème plan, ils entendent conserver toutes leurs prérogatives, et le contrôle total de son orientation et de son exécution: la manière dont ils sabotent la "collaboration" des syndicats lors de son élaboration, montre bien ce souci de ne laisser à personne d'autre le contrôle de ce qui est pour eux l'essentiel.

Le capitalisme n'amène un pouvoir fort que lorsqu'il se trouve dans une situation de crise: la guerre d'Algérie a illustré cette constatation; mais après la paix, cette nécessité n'est plus du tout évidente. Il n'y a même plus la récession comme en 1959 pour justifier une intervention plus poussée de l'Etat. Au contraire, à part quelques secteurs limités (automobiles) le capitalisme français est en pleine expansion depuis 1958, et les transformations de structures s'accomplissent plus par le jeu des mécanismes financiers et économiques que par les décisions

Un conflit possible du gaullisme peut donc s'exprimer avec le capitalisme: conflit non ouvert, mais opposition à toutes les mesures autoritaires que De Gaulle devrait prendre pour conserver ses traits " progressistes " que lui prêtent les couches technocratiques et même une fraction des travailleurs. C'est cette opposition qui a émasculé toutes les décisions économiques du gaullisme. Poussé par sa propre logique, poussé par certaines revendications ouvrières et le souci de conserver le lien avec les " masses " mais d'un autre côté contrôlé par les groupes capitalistes dominants, le gaullisme dans sa structure monolithique actuelle risque de se trouver en situation de crise.

Mais cette opposition n'est pas fondamentale: une fraction du capitalisme peut comprendre finalement ce que représente le gaullisme, et en cas de crise, il peut même représenter son meilleur rempart contre les travailleurs.

les travailleurs et les organisations

Tout a été dit sur la grève de 9 millions de travailleurs: " soutien " à De Gaulle selon les uns; " contre le fascisme " selon les autres.

Pour une grande majorité de travailleurs le coup des généraux n'e contenait pas directement une menace: ils nous emmèrrent disaient la plupart, sans qu'on sache trop si cela concernait la fin de la guerre d'Algérie, ou une menace éventuelle dans leurs conditions de vie. Pourtant la grève d'une heure du 24 Avril a été différente du 1^{er} février 1960. Une minorité a participé aux manifestations organisées par la C.G.T et le P.C. avec les mots d'ordres confus traditionnels. Une poignée a essayé de donner à ces manifestations un caractère moins ambigu. Des camarades isolés ont essayé, incompris de tous, d'exprimer en travaillant leur refus de " faire la grève " pour De Gaulle.

Dans les grosses entreprises, il était courant d'entendre des discussions exprimant à des degrés divers les préoccupations: comment se défendre, des critiques sur les mesures gouvernementales. Une minorité parlait de se battre, mais consciente que si elle devait le faire, c'était avec ses armes, et pour elle-même. Il était pourtant difficile de faire dans tout ceci la marge de " confiance " à De Gaulle, pour " rétablir l'ordre ", et la déroute des généraux a amené un soulagement semblable à celui du lendemain du référendum chez ceux qui avaient voté non ou qui s'étaient abstenus.

Ceux qui paraissaient décidés à lutter ne mettaient pas en avant des considérations politiques, mais des menaces: la continuation de la guerre d'Algérie, la transformation des conditions de vie, une sorte d'appréhension vague de l'avenir. Cette résistance différente et en quelque sorte active, les syndicats l'ont reflétée dans la diversité de leurs mots d'ordre, différenciés selon les secteurs. Chez Renault, la grève fut pratiquement effective toute la journée; depuis longtemps un tel meeting n'avait pas eu lieu dans l'usine; et ce n'est pas tous les jours qu'un défilé, même contrôlé par les syndicats groupe 30.000 métallos parcourant les rues de Boulogne.

17

Dans de nombreuses usines de banlieue, des débrayages furent effectifs tout au long de la journée. A Paris, dans des villes de province, des manifestations plus ou moins importantes. Pour limite que soit tout ceci, les syndicats ont dû répondre, tout en l'encadrant, à une certaine poussée des travailleurs.

Patronat et gouvernement se sont rapidement rendu compte que la grève nationale ne signifiait nullement l'unanimité nationale et la paix sociale. Malgré quelques manœuvres syndicales pour faire reporter les mouvements revendicatifs en cours, ceux-ci ont rapidement repris un élan momentanément ralenti. La journée revendicative de Mai montrait que les travailleurs, cheminots, fonctionnaires, étaient décidés à aller plus loin que les mots d'ordre volontairement vagues et limités des centrales.

Mais pour amples que soient ces mouvements - portant uniquement sur une revendication de salaire, exprimant par leur combativité le refus d'un ordre où les cadences et la productivité sont de plus en plus les maîtres - ils n'en constituent pas une contestation du pouvoir gaulliste. Et la revendication économique et sociale directe ne dépasse pas la lutte pour des "aménagement".

Sur un plan plus profond, que l'on ne peut connaître que de l'intérieur des entreprises, la revendication latente des travailleurs paraît s'exprimer dans une contestation profonde, mais non formulée, de l'autorité patronale, sans que cela prenne la forme exprimée et positive d'une revendication de pouvoir social dans l'entreprise. Les propositions gouvernementales de co-gestion, les tentatives syndicales de renforcement du pouvoir des sections syndicales d'entreprises, expriment autant une revendication des organisations elles-mêmes d'un pouvoir pour elles-mêmes qu'une réponse à une revendication profonde des travailleurs. Tentatives d'utiliser un courant profond des travailleurs pour mieux dominer ceux-ci et les intégrer dans la société bien sûr, mais la forme prise tant par les "réformes" gouvernementales que par les "revendications" syndicales ne peuvent être que le reflet d'une réalité qu'ils essaient de détourner à leur profit.

Il est typique de constater dans les luttes de la Thomson par exemple que les responsables syndicaux entraînent les travailleurs sur le thème: "nous ne voulons pas être le service social du patron". Or, dans les entreprises, très souvent les délégués n'étaient pas autre chose depuis 15 années. Dans les plaintes des bureaucrates syndicaux d'être placés toujours devant le fait accompli, il y a la revendication d'un pouvoir social, pour eux bien sûr, mais qui répond à la même revendication chez les travailleurs. Jusqu'à maintenant les syndicats ne s'en plaignaient pas; si telle était la situation dans les entreprises, ce n'était pas le cas dans la 4ème, dans leurs rapports avec l'Etat. Leur lien avec les partis leur réservait un pouvoir d'intervention et de participation. Le gaullisme a balayé tout cela: il a coupé les syndicats totalement de leur base en créant des rapports directs entre le pouvoir et les différentes classes sociales. Les syndicats à l'extrême n'ont plus dans le régime tel qu'il existe actuellement que la perspective d'être des "serviteurs" fidèles, ou disparaître. Or, ils ne peuvent être ni l'un ni l'autre; de plus il y a présentement une certaine relève à l'intérieur des syndicats, au profit des éléments sortis du rang depuis la guerre, qui revendiquent pour une société bureaucratique un partage du pouvoir pour les organisations. Mais un partage qui leur donne à la fois un pouvoir réel et préserve leur autonomie. Une intégration dans la société capitaliste sans aucun doute, mais non une inféodation à un régime.

est comble pour les gars qui commencent à tempêter contre "ces fous, ces cinglés, ces fumiers de généraux. Cette fois au moins, on va lutter." (E.4.5.6I).

" Lundi, 17h45: Je rencontre une patrouille d'un autre régiment. On s'interroge. Flux, les gars du contingent, se sont tous réunis d'eux-mêmes, ce matin dans leur cour de quartier et on attendu leur commandant de pied ferme. A son arrivée, une délégation lui a demandé de venir exposer sa position: le travail ne reprendrait qu'après. Sa réponse a été fidélité au gouvernement." (E.4/5/6I)

" De Sétif: l'après-midi, les soldats de la 69 C.R.D. ont mis leur capitaine aux arrêts. Devant notre volonté les officiers ont décidé de ne pas se rallier à Challe. C'est bien la première fois que des appelés ont fait la loi à un général.

" De Sétif également: "plusieurs officiers voulaient trahir, dont un général. Apprenant cela, les appelés de la 69 C.T., de la 69 C.R.D., etc ont refusé d'obéir à leurs ordres. Ils ont conspiré un colonel qui venait parler de l'Algérie Française." (H.4/5/6I)

Cela ne se limite pourtant pas là. C'est contre l'armée et sa discipline absurde que les réactions s'étendent.

"De Constantiné: les zouaves d'une unité se sont assis par terre devant l'officier auquel ils devaient rendre les honneurs (H.4/5/)

"D'Oran, la Sénia: Dès le dimanche dans les rues, au passage des colonels le contingent ne salue plus. (H.4/5/)

" A la base de Maison-Blanche, les aviateurs ont répondu par le chant de l'Internationale aux pressions exercées sur eux, afin qu'ils coopèrent avec les généraux factieux. Sans doute s'agit-il là d'un cas extrême, mais qui n'est pas sans signification. (H.28/4/)
(ailleurs c'est par la Marseillaise que les gradés se sont fait recevoir)

En même temps la rage des gars du contingent se tourne contre la guerre elle-même, et ceux qui la symbolisent: les pieds-noirs; il y a un renversement spectaculaire, qui tout d'un coup anéantit la guerre: soldats et arabes se sentent frères contre le même ennemi:

"Dimanche: la nuit; ici aussi l'affaire devient passionnelle: on ne parle que de buter. La haine de l'Armée se déchaîne, et, plus grave, on s'en prend de plus en plus aux "pieds noirs". - 2h30: notre quillard, en plein quartier musulman, braille: "les pieds noirs à la mer". Il est particulièrement excité et difficile à calmer. - Reste plus guère de drapeaux. Un gars de "Ch'Nord" - je n'approuve pas ce geste - se plantait devant les gens qui épinglaient leur drapeau et demandait: "où que c'est-y que vous êtes nés, à Valenciennes, ou à Madrid?" La tension rend les gars très durs avec les pieds-noirs." - "Les pieds-noirs sont écoeurés, par un regard pour eux, un sourire pour chaque musulman. On traverse leur quartier l'arme à la main, chargeur en place. A l'entrée du quartier musulman, lentement, ostensiblement, on retire les chargeurs, on met la carabine à l'épaule. Il y en a un qui s'est arrêté pour nous regarder faire, alors on lui a dit :

"Qui c'est les rebelles, maintenant, hein?..." et on s'est barré en sifflotant. " (E.4/5/).

Mais cette attitude passive, se transforme aussi rapidement en attitude active, où vont de pair la mise hors d'état de nuire des cadres favorables au coup d'Alger, le sabotage ou la prise en main du matériel:

"De Bône: les officiers s'étant montré d'accord avec la rébellion, les soldats les ont mis en cabane, et c'est un sous-lieutenant appelé qui a pris les commandes" (H.4/5/)

"Les 140 hommes de la compagnie du C.G. envahissent le magasin d'armes et s'emparent de fusils. Le capitaine et le sous-officier font irruption dans leur chambrée pour récupérer les armes. Ils ont la mitrailleuse au poing, mais ils sont assommés et désarmés. Une heure plus tard, cependant sous le commandement d'un caporal chef du contingent, l'armement est réintégré en ordre au magasin." (F.S. du 3/5/)

A Blida, les jeunes mécanos de la base rendirent les appareils et les pistes inutilisables (H.5/5/). Dès dimanche et lundi, des avions de transport ont été sabotés à l'aérodrome de Maison-Blanche pour les empêcher de décoller avec des parachutistes. (H.27/4)

Dans d'autres coins, il y a des troupes qui n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère. Ils ont tout simplement mis au trou les officiers qui étaient pour Challe et qui le disaient. Dans une compagnie, pas loin d'ici, il n'est resté à l'air libre, qu'un pauvre sous-lieutenant (C.E. 3/5/)

"Dans plusieurs casernes les soutes à essence ont été verrouillées et les clés "perdues" (F.O. 4/5/)- Les murs d'un bâtiment sont couverts d'inscriptions hostiles au coup de force, ce qui provoque l'intervention d'un capitaine du 1er R.E.P. Mais les soldats, loin de se laisser intimider par l'officier factieux, lui administrent une correction. (H.4/5/)

Cette action spontanée, elle est retracée par cette déclaration:

"Quelques jeunes soldats sont venus me voir et nous sommes allés sur les hauteurs d'ALGER. Ils m'ont déclaré qu'il était désormais impossible pour eux de revenir en arrière. Ils avaient fait trop de choses: conspué un général, enfermé pendant quelques heures un colonel, refusé de présenter les armes à des officiers, crié: "Vive De Gaulle", tandis qu'on lisait le message de Challe, diffusé les discours du Chef de l'Etat, mis de l'eau dans les autos mitrailleuses, peint la croix de Lorraine sur tous les drapeaux du cantonnement. Sur douze de leurs officiers, seul un capitaine est resté loyal, mais il a été contraint de s'enfuir. (E. 4/5/)

Et cette appréciation donne le ton:

"Parlant de ces soldats, un officier factieux dit aux journalistes: "les appelés ne se limitent plus à une sorte de grève perlée, dans certains coins, ils sont même prêts à prendre les armes. Nous n'y comprenons rien" (H.27/4)

Avant même que De Gaulle lance son appel à la "désobéissance", dimanche soir, plus généralement après cet appel, là où les cadres sont éliminés, des organisations spontanées se mettent en place: elles ne sont pas le résultat d'une action concertée depuis longtemps par une organisation (P.C. ou autre), elles intègrent parfois des officiers "loyalistes", certaines de ces organisations vont très loin, d'autres au contraire se bornent à remplacer les cadres "défaillants".

"En Afrique du Nord, des casernes et des cantonnements furent, dans les heures qui précédèrent la débandade des mutins, pratiquement "gouvernés" par des "conseils de soldats et sous-officiers du contingent (Informations et Conjonctures II/5/)

"Dans la soirée de lundi, de jeunes soldats du 7^e régiment de zouaves, ceux-là mêmes qui devaient le lendemain chasser les factieux d'ALGER, tiennent un véritable meeting de protestation à la caserne d'Orléans où ils sont cantonnés (H.27/4).

C'est au début de l'après-midi de lundi qu'a été lancé le mot d'ordre d'un arrêt complet du travail dans toutes les unités à Constantine; A l'origine de ce mot d'ordre, il y avait un comité composé de sous-lieutenants, de sous-officiers et soldats du contingent. Près de 25.000 tracts furent distribués en 24 heures aux soldats de la garnison. (F.O.4/5/)

"A 20 heures, les responsables du contingent tiennent une réunion dans un endroit du quartier Welvert, un endroit qu'aujourd'hui encore, ils ne veulent pas révéler. La clandestinité s'organise. Ils sont une trentaine. L'entrée de la pièce est gardée par des hommes en armes. Un véritable ordre du jour est envoyé à Paris par les transmissionnistes de l'aviation. Il commence ainsi: " le contingent communique..." Il est adressé au général De Gaulle. C'est un message de fidélité et aussi la requête d'ordres précis." (F.S.4/5/)

Des liaisons sont établies: " Ces gars ont l'air fermement décidés et ne parlent encore d'une rencontre de sous-officiers appelés à l'échelon de la garnison ainsi que de contacts avec les marins. (E.4/5/)

Des actions offensives envisagées: " C'est le mardi que la situation est la plus tendue. Dans la matinée, deux actions directes sont envisagées pour la nuit suivante. L'une pour reprendre l'antenne et les studios de la radio, les cadres seront fournis par l'aviation et les troupes par le contingent. (F.S. 4/5/)

Ce qui est le plus net, c'est à la fois cette organisation spontanée, mais en même temps l'alignement derrière une légalité, celle de De Gaulle - symbolisant la fin de la guerre (instrument provisoire et non définitif d'une volonté collective

"Ces"chefs de file"affirment aujourd'hui encore: " nous n'avons jamais représenté l'anarchie ni la révolution, mais seulement une autorité de fait. Nous nous sommes efforcés de nous raccrocher à une autorité supérieure dès que nous l'avons pu. Celle du général Lennuyeux le lundi, celle du général Ailleret le mardi, celle des préfet et sous-préfet le mercredi (F.S. 3/5/)

"A 20 heures, dans un silence de mort, tous les postes transistors portatifs diffusent la voix du général de Gaulle. Beaucoup de jeunes soldats prennent par écrit la fameuse phrase: "J'interdis d'obéir... J'ordonne..." Une demi-heure après, le discours photocopié à plusieurs centaines d'exemplaires circule dans toutes les mains. Ce sont les premiers tracts et les premières pétitions." (F.S. 3/5/)

Cela apparaît dans les textes de tracts diffusés:

"Algérois, algéroises. Ne vous faites pas d'illusions. Le contingent de France reste fidèle au général de Gaulle. Il refuse d'obéir aux généraux insurgés. Vive la République, Vive De Gaulle." C'est pesé !

" Conformément aux directives reçues par radio du chef de l'Etat, Officiers, sous-Officiers d'active, et surtout appelés du contingent, n'obéissez pas aux ordres donnés par les factieux d'ALGER. Opposez d'abord la force d'inertie préparez ensuite la résistance et la victoire finale en multipliant les défections dans les unités insurgées et en vous solidarissant avec les corps restés fidèles. Tous unis pour la défense de la patrie. Signé: le contingent." (C.E. 3/5/)

Rien ne paraît mieux exprimer cette ambiguïté que le dialogue suivant:

dimanche soir: "dans un groupe de transports, voici un dialogue parmi beaucoup d'autres: il faut les équipages pour 30 G.M.C. demain, dit le commandant.- Pour les paras, on ne bouge pas. - Qui vous a dit ça? A qui obéissez-vous? - Au général De Gaulle et à notre caporal-Chef! (F.S. 3/5/)

Dans une lettre qui a été lue au dernier congrès du P.C. et publiée en partie dans France-Nouvelle, un militant du P.C. parle de ses efforts pour faire remplacer les inscriptions gaullistes par d'autres plus politiques; tout ce qu'il réussit à obtenir c'est que soit mis: "Vive La Guille" à la place de "Vive De Gaulle".

Qui étaient les meneurs ?

" La solidarité fut sans faille. Les tracts étaient rédigés par les intellectuels sursitaires et anciens étudiants. Ils étaient distribués par le mécanicien ou l'ouvrier qui écoutaient la radio à longueur d'émission.

(F.O. 4/5/)

" Au moment où le général Gouraud rallie le clan des mutins, les "chefs de file" du contingent dans la garnison de Constantine commencent à se révéler caporaux ou sous-lieutenants, 2^e classe, syndicalistes chrétiens, médecins ou séminaristes dans le civil, ils sont une quarantaine à avoir été suivis et obéis par les centaines de soldats qui recherchaient une discipline à laquelle se raccrocher." (F.S. 3/5/)

" Je leur ai demandé qui ils étaient: un instituteur, un ouvrier spécialisé et un radio. Aucun des trois n'avait un physique qui put faire espérer une victoire facile dans une lutte contre des paras. Mais ils étaient animés d'une détermination impressionnante. " (E.4/5/)

" Vous êtes communistes ? - Aucun d'entre nous ne l'est. - Aucun? - Aucun (E.4/5/)

Il y avait bien sûr aussi des membres du P.C. ou des partis de gauche; mais bien que le P.C. ait proclamé la valeur du travail dans l'armée, c'était resté lettre morte et les membres qui "partaient pour la guerre", étaient souvent laissés dans un désarroi total. Il n'est que de se souvenir des actions des rappelés en 56... Si des militants du parti ont pu se trouver portés en avant, c'est par le mouvement de révolte dont nous parlions plus haut, mouvement spontané, dû aux circonstances, et où aucune organisation ne peut revendiquer avoir "organisé".

Que RESTE-T-IL MAINTENANT DE TOUTE CETTE REVOLTE ET DE TOUTES CES AMBIGUITES?

Tout semble en apparence "rentré dans l'ordre"; la presse bourgeoise épiloque à qui mieux mieux sur l'unité de l'armée, sur la nécessité de limiter l'épuration à quoi fait écho l'Humanité et le P.C. demandant le "châtiment de tous les factieux". Là n'est pas le problème.

Il reste d'abord surtout des points obscurs: par exemple l'étendue de ces faits à l'échelle de l'Algérie: part de l'attentisme, du "loyalisme" parmi les cadres en grosse majorité plus soucieux de leur carrière que d'intervention politique.

"Selon vos officiers les plus libéraux que j'ai rencontrés, et qui ont eu une attitude irréprochable pendant ces journées, il n'y aurait alors plus d'Armée. - "Parce que vous croyez qu'il en reste une? Et puis qui a tué l'Armée sinon les généraux félons? Dans les unités où les officiers ont été loyalistes, il n'y a pas eu la moindre indiscipline du côté des soldats".

(E/4/5/)

Dans l'esprit de centaines de milliers de jeunes survivra le souvenir de cette révolte contre une autorité, d'une tentative de résoudre par soi-même ses propres problèmes.

On peut relever quelques exemples d'autorité, de liaisons d'un "état d'esprit" qui subsiste et qui ne disparaîtra certainement pas:

"mardi: le soir même une nouvelle réunion groupe une quarantaine de chefs de file du contingent. Ils décident de "reprendre le travail" dans tous les corps dès le lendemain. Ils soulèvent également avec passion le problème de l'obéissance à chacun des chefs compromis à leurs yeux par la mutinerie d'Alger."

"Un chef de file demande aux officiers: "de se retirer s'ils veulent que le calme revienne" et celui-ci revient effectivement après leur départ "

(F.S. 4/5/)

"Aujourd'hui dans cette compagnie, les gradés et les sous-officiers du contingent évitent de manger à la popote avec ces cadres qui sont toujours en place ". "... dans certains états-majors ou dans certaines unités, les animateurs spontanés de la résistance à la mutinerie continuent à se rassembler. Ils se posent en accusateurs contre tel ou tel officier."

(F.S.4/5/)

"On a des copains qui passent leur journée à faire des listes. Ils les envoient à des copains à eux dans d'autres unités. Moi, Bidasse, je ne suis pas dans le coup, mais ça ne m'étonnerait pas si on me disait que les officiers mutés dans d'autres unités pour cause de chahuterie trop voyante y sont accompagnés à leur insu de renseignements précis les concernant et destinés aux trouffions. On s'informe." (C.E. 17/5)

lettres survivant des organisations de la résistance....

La grosse majorité des travailleurs n'était pas indifférente, mais attentive et attentiste: pour la plupart les événements se posaient en termes d'inquiétude, mais pas en termes d'action.

Le grand déploiement "organisateur" a plutôt tourné à vide. En Algérie il y avait une situation tout autre, des motifs précis d'action, mais pas d'organisation avec des mots d'ordre: et pourtant l'action du contingent a été déterminante.

Chez Renault: "La grande illusion" (extrait de Tribune Ouvrière N° 75
Mai 61)

" Lorsque nous sommes arrivés au travail, ce lundi 24 avril, nous avons été étonnés de trouver un tract de la C.F.T.C et de la C.G.T. qui disait: " les syndicats CGT et CFTC Renault appellent les travailleurs à faire dès ce matin 24 Avril, la grève sur le tas, à occuper l'usine, à s'opposer par tous les moyens, à l'invasion fasciste. Les syndicats CGT et CFTC Renault demandent au gouvernement d'armer immédiatement la classe ouvrière qui, seule, peut s'opposer valablement à la dictature militaire.

" Pour de nombreuses raisons, nous étions étonnés de ce langage: premièrement c'est que nous ne nous souvenions plus que la grève sur le tas pouvait exister. Cela faisait si longtemps que les syndicats n'avaient parlé d'une telle grève et trouver ainsi d'un seul coup leur unité ! Car là il ne s'agissait pas d'une petite grève d'avertissement (que l'on met trois mois à préparer laborieusement) pour revendiquer des améliorations de salaires et de travail, -non- les syndicats (qui ne font pas de politique) peuvent (en 24 heures) appeler à la grève générale pour sauver "du danger la patrie menacée", mais ne peuvent en 10 ans, préparer une grève générale pour les 40 heures, la retraite à 60 ans et les 4 semaines de congés payés.

" Mais ce qui nous a étonné encore davantage c'est de voir que l'ordre de grève sur le tas déclaré chez Renault était pratiquement unique dans toute la région parisienne. Pour tout le monde, ils avaient prévu un "arrêt national du travail" à 17 heures. Et avec la bénédiction de Debré, ils ont tous donné leur accord les Thorez, Mollet & C°.

" Donc ce matin là, dans les ateliers de chez Renault, des assemblées se tiennent et les responsables syndicaux transmettent la consigne: arrêt du travail. Meeting à 10 heures, dans l'Ille. Nous n'y comprenons plus rien. Il est vrai que nous n'étions pas encore au courant de la grande trouille de ces messieurs du gouvernement du patronat et des pleurs du sieur Debré qui avait invité, la nuit même, toute la population à se lever et à aller à pied rencontrer le para et lui faire la causette. Nous n'étions pas dans le coup. La plupart d'entre nous avions simplement dormi; quand il faut se lever tôt le lendemain on ne peut pas s'offrir le luxe d'écouter les conneries de la radio pendant une partie de la nuit.

" Nous commençons à nous demander si tout cela était sérieux. Enfin le danger existait-il ou pas? S'il n'y avait pas danger, tout cela était du cinéma? Ou il y avait danger et il fallait prendre des mesures pratiques et sérieuses, entre autres former des milices, barricader l'usine et se préparer à construire des barricades dans les rues pour s'opposer aux paras (les travailleurs espagnols avaient en quelques heures, organisé la riposte le 18 Juillet 1936). A l'usine rien n'était fait. Il semblait qu'entre l'édition du tract et sa distribution il y a eu contre

ordre et que les secrétaires syndicaux et les délégués étaient trop endormis pour en interpréter le contenu.

"A la fin du compte, avec un peu de retard, nous avons compris la petite histoire. Ces fameuses directives ne venaient pas du syndicat, mais du patron, Monsieur Dreyfus ! Cette initiative se passe de commentaire. Quant aux propagateurs des directives de Monsieur Dreyfus en l'occurrence les syndicats, ça leur a permis de paraître "révolutionnaires" et "héroïques" à peu de frais. Nous ne pouvions quand même pas demander à Dreyfus, qui avait veillé une partie de la nuit avec les dirigeants de la C.G.T, de descendre dans les ateliers pour nous expliquer comment on organise la grève sur le tas.... mais il faut dire que Dreyfus a fait le maximum par exemple, dans de nombreux ateliers et en particulier au département I4, c'est la maîtrise qui a fait pression sur les ouvriers pour les faire participer à l'arrêt de travail.

"Ce fut encore la maîtrise qui par la suite décompta les heures de grève aux ouvriers qu'elle obligea à s'arrêter ! La grève décidée par le patron coûte cher aux ouvriers ! "

Dans une grosse boîte d'assurances:

Le lundi matin, dans tous les bureaux, tout le monde discute des événements. Pendant la journée, des groupes commentent et écoutent les nouvelles autour des transistors. La grève d'une heure est quasi totale, mais aucun meeting, aucune manifestation. Distribution pure et simple de tracts - un tract CGT et un tract commun FO-CFTC et CGT.

Certains partagent une inquiétude (techniciens) sans trop pouvoir la définir "on n'en sortira pas", "tu aurais mieux fait de partir à la campagne" (garçon d'étage) "on ne voit pas comment cela pourrait finir". D'autres s'engagent plus, "il faut suivre De Gaulle et les syndicats; c'est difficile pour lui d'en sortir" (petit cadre) "j'ai hésité à aller au Grand Palais, il y a peu de forces derrière De Gaulle" (a été dans la résistance). "Il faut obéir aux syndicats, les suivre, se battre avec eux; tout le monde doit s'y mettre; si je ne bats ce n'est pas pour moi mes pour mes enfants (chauffeur) - "on ne peut rien faire pour l'instant, rien n'est sûr; si on se met tout de suite en avant on va se faire posséder, c'est après qu'il faut organiser la résistance, pas derrière les syndicats, sûr notre base (technicien). - "le contingent ne marchera pas". D'autres sont sceptiques: "je me demande si ce n'est pas un coup monté, ça leur permet de s'imposer au FLN (employé) "je m'en fous; qu'est-ce que cela va changer? que veux-tu que je fasse à mon âge, le gouvernement n'a qu'à se défendre (garçon d'étage)." Ce qui doit arriver arrivera. Pour eux, j'en crois que c'est foutu. Les ricains vont leur barrer la route. C'est les russes qui doivent se marrer (employé âgé). "C'est encore les petits qui vont trinquer, ça ne finira jamais (ferme de ménage). Et il y a les attentistes qui se soucient des petits événements: "il n'y a qu'à attendre, on sera bientôt fixé. J'espère qu'ils nous feront sortir avant que tout soit arrêté".

Malgré les distributions de tracts enflammés, les délégués sont évasifs et ne bougent pas. "j'attends des ordres". "on a pris des dispositions pour faire avancer la paye, c'est une bonne chose" - "Peut-être partirons à 4h30 au lieu de 5h. (un délégué CGT)

Dans un bureau de dessin d'une grosse entreprise métallurgique:

La plupart sont des jeunes, avec de bons salaires. Ils ne paraissent pas se rendre compte de ce qui est en cause. Ce qui les inquiète le plus, c'est de savoir si leur vie sera troublée par les événements. Le débrayage d'une heure est effectif mais rien de plus.

La grève des charbonnages de France (Nord)

fut également complète. cependant il faut reconnaître que les ingénieurs se trouvaient à 5h du matin sur les carreaux des mines et ont interdit la descente. Ordre de la direction parisienne des Charbonnages.

Le 1^{er} Mai, dans une commune minière, à municipalité communiste, défilé habituel, avec pompiers, sportifs, et musique- discours CGT- et CFTC (F.O. absent)

Chez Lavalette:

L'équipe du matin arrive et les commentaires vont bon train, certains ont passé une partie de la nuit à regarder la télévision et prennent la chose plus au sérieux; d'autres disent que c'est du cinéma. C'est surtout aux paras qu'on en veut. Une ouvrière dont le fils a rempli dans les paras essaie de les défendre, une autre la remet à sa place vertement, une autre " les paras, c'est des fa néants, contre eux, je suis toute prête à prendre un fusil " et c'est vrai. Dans la matinée courent des bruits, et celui qui nous réjouit: le contingent se bat contre les paras. L'ordre de débrayage est donné mais dans l'esprit de beaucoup c'était déjà décidé; va-t-on partir ou rester sur place? Et s'il y avait quelque chose à faire?... Il y a un bon copain qui ne débrayera pas parce qu'il est pour l'Algérie Française, pas celle des colons, une Algérie démocratique Les équipes débrayent à 2h1/2 - une trentaine de travailleurs va à la réunion faite par les délégués, explication de ce qui se passe, dernières nouvelles. Nous sommes en pourparlers avec la Direction pour avoir l'autorisation de garder la taule cette nuit.- Quelqu'un dans l'auditoire: "on garde la taule pour nous ou pour le patron?" - parce que si c'est ~~pour nous~~ pour nous, on n'a pas besoin de demander l'autorisation." Le délégué est un peu gêné ... Et les revendications, on les arrête pourquoi? ce serait au contraire le moment de les renforcer, si le pouvoir a besoin de nous, il pourrait faire un geste aussi. Un espagnol n'est pas d'accord: l'important pour le moment c'est de parer au danger le plus urgent, le putsch (c'est sans doute le souvenir de Franco). Le délégué ne prend pas parti directement, tout en disant qu'il est bien d'accord pour ne pas arrêter les revendications, mais plus tard - On se sépare.

Le débrayage a été à 100%/- Certains hauts cadres ont aussi débrayé, les algériens également, non pas à cause du MNA, mais parce qu'il a toujours existé une certaine fraternité entre nous, peut-être aussi à cause des bruits qui ont couru sur l'attitude du contingent; ils ont tout à coup pensé que cette fraternisation qu'ils ont toujours espéré était peut-être réalisable. On a beaucoup dit que les gens avaient peur d'un débarquement des paras. Peut-être. Entout cas, pas dans notre coin.

Un débrayage c'est peut être passif, mais quand il est massif et que règne une certaine atmosphère, c'est une démonstration, un avertissement qui ne peut prendre son sens véritable que si les circonstances s'y prêtent.

Samedi 22 Avril: contacts pris afin d'opposer une réplique unitaire et massive des masses populaires à la mutinerie des militaires factieux. Echelon national entrevue PSU-PC, et participation du PSU au groupe comprenant CFTC- CO-FEN-UNEF- et SFIO. Tandis que PSU-CFTC- UNEF- et dans une moindre mesure FEN, se déclarent favorables à une grande manifestation de rue lundi soir, SFIO (représentée par Guy Mollet) et FO s'y montrent absolument hostiles, n'acceptant qu'un simple débrayage. Echelon Fédéral: entrevue PSU-SFIO: SFIO attend des directives de ses nationaux. - Entrevue PSU-PC accord pour envisager une réplique commune. Le P.C. déclare accepter une manifestation centrale, la plus large possible, qui ne serait en aucun cas une manifestation de soutien au gouvernement. Il se déclare prêt à se montrer conciliant sur le mode de convocation (appels parallèles au besoin) (initiatives venant des syndicats).

Dans la soirée, invitation de la CGT proposant pour dimanche matin une réunion de partis et organisations syndicales. Le PSU y participera, et établit un contact personnel avec les organisations syndicales afin de faciliter la réunion du lendemain.

Dimanche 23 Avril: Echelon national: 11h - Entrevue PSU, SFIO, CFTC, FO FEN, faisant suite à celle de la veille. La SFIO et FO maintiennent leur opposition à une manifestation; la FEN, et CFTC, si elles acceptent le principe de ces manifestations, proposent pourtant d'en ajourner la réalisation. Aucun accord.

Nouvelle entrevue PSU-PC: le PC propose la signature d'un tract commun aux deux organisations appelant leurs militants à travailler ensemble. Le PSU souhaite que cet appel vise à des points précis: soutiens des grèves, manifestations communes, etc.. Le PC demande au contraire que cet appel reste vague.

14h30: entrevue PSU-FEN- CGT- PC- Ligue des Droits de l'Homme: n'aboutit à aucun accord. A 20h30: même échec.

Echelon Fédéral: 10h: La réunion proposée par la CGT est limitée aux seuls syndicats à la demande de celle-ci; reprend à 19h30- Le PSU reste cependant en contact: sur sa proposition un accord apparaît en vue en fin d'après midi; la manifestation centrale pouvant être reportée à mardi soir FEN, FO, UNEF, CFTC se déclarent d'accord pour mardi soir. La CGT fait échouer l'accord en déclarant que de toute façon, elle manifesterait lundi soir.

21h: entrevue rue Henner: PSU-PC- Le PSU déclare regretter que l'accord n'ait pu se faire sur la date de mardi soir entre toutes les organisations; pourtant il envisage pour sa part de manifester avec le PC, et la CGT le lundi soir. Le PC répond qu'il vient d'apprendre que cette manifestation serait interdite par le Préfet de police; dans ces conditions, il croit prudent d'y renoncer, afin de ne pas donner au pouvoir gaulliste l'occasion de combattre à la fois sur deux fronts, contre les ultras et la classe ouvrière. Le PC propose au PSU de signer une protestation commune contre cette interdiction. Le PSU refuse et manifeste son intention de manifester avec ses seules forces.

23h30: devant l'annonce d'un coup de force des paras sur Paris, le PSU renonce provisoirement à une manifestation prévue pour lundi soir sur le quartier latin et s'occupe des mesures de défense immédiates. Consignes sont données aux sections alertées de prendre contact avec les cellules du P.C. et les sections SFIO

Lundi 24 Avril: 18h: Si la grève générale est un succès, si certaines manifestations locales (notamment au quartier latin, St Lazare, etc..) réunissent des effectifs importants, le manque de cohésion entre les différentes organisations et l'absence de manifestations centrales se font cruellement sentir au moment où le pouvoir paraît sortir de l'affolement de la veille et cherche à endiguer le soutien populaire qu'il avait d'abord sollicité. Cependant des manifestations unitaires se déroulent en province dans l'Isère, Meurthe-Moselle, à Toulouse et Clermont-Ferrand.

Mardi 25 Avril: 21h. A l'appel des fédérations de Paris et de Seine-Banlieue du PSU toutes les organisations et pour la première fois depuis le début de la crise, se retrouvent rue Henner. Seule la SFIO se refuse de participer

soir, qu'il ne tolérera pas la diffusion de nos tracts. Lundi matin l'A.G. passe à l'action une banderolle émue : " la République est en danger " s'étale sur la façade de la Fac de Lettres. Avec l'aide de l'U.E.C. des militants de l'A.G. lancent un appel et proclament l'accord " de toutes les organisations démocratiques " pour " apporter leur soutien au Gouvernement ".... Tous unis pour défendre les libertés universitaires et la démocratie. A midi, nous distribuons des tracts. Le plus long titre : " nouvelle démission: la gauche à la rescousse de l'Etat bourgeois "; le second très court, offre une rétrospective de l'action de la gauche depuis 1958; un troisième : " pas de soutien à De Gaulle " propose la non participation à l'arrêt patronal du travail. Nombre de tracts sont déchirés. Les étudiants communistes regrettent de ne pouvoir engager la bagarre contre d'actuels ou d'anciens militants de Corps, et de toutes façons, contre des étudiants assez connus pour n'être pas taxés de fascisme, Faute de mieux les discussions/s'engagent... Quant à l'effet du tract... il est compromis par une maladresse de notre part... Jugé "inopportun" par ceux-là mêmes qui lui reconnaissent quelque lucidité, le tract suscite, en particulier la colère des responsables de l'A.G.E.B. Nous retrouvons ici la vraie nature du syndicalisme étudiant... Elle achève, cette fois, de s'intégrer ouvertement à la politique bureaucratique des syndicats et partis... L'après-midi, l'U.E.C. grande dame, déclare comprendre notre intervention "dissonante", mais ne la juge pas moins " inopportune et démobilisatrice " Elle sort un tract où se risquent quelques allusions à la responsabilité du pouvoir, où elle exprime -enfin- l'exigence de la négociation avec le G.F.R.A. Minés, par le désarroi patriotique l'A.G.E.D. et ses directeurs se rallie en dernière minute à la proposition U.E.C. de participer au meeting C.G.T. : le président appelle les centaines d'étudiants massés sur le parvis de la Fac à s'y rendre. Malgré l'apparence, c'est là un progrès: la rupture est faite avec les "conseils éclairés du St Patron de l'A.G.E.D." (pour ne pas le nommer le professeur Escarpit, dont nul n'ignore les convictions républicaines et la fibre humaniste). Le meeting se présente alors comme le clou de cette journée "très réussie"... : d'assurer le triomphe des principes républicains"... "La France préfère mourir debout que vivre à genoux" "Pour une République meilleure et future". Le soir, réunion extraordinaire, au siège de l'A.G.E.B., des comités de corps de tendance UNEF. Les camarades du groupe qui y participent... au titre de membres d'un bureau ou d'un comité de corps... affrontent le courroux vengeur des responsables bon teint. Le prétexte allégué " refus de discipline "... masque imparfaitement le dépit des dirigeants: notre action a quelque peu faussé la touchante unanimité réalisée aux côtés du père de la patrie, et limité la liberté d'action de l'A.G., auparavant totale dans le maniement de l'étudiant de base; enfin, nous avons maculé la représentativité de son appareil... l'assemblée, en un vote unanime, refuse tout "débat sur le fond", exige un ralliement inconditionnel à l'action de l'A.G.E.B. Sans attendre d'être exclus de l'assistance, nos camarades quittent la réunion, tandis que de fervents républicains leur promettent démocratiquement l'exclusion définitive de l'UNEF. "Consciente du danger", l'assemblée passe le reste de la soirée à organiser un réseau complexe de défense contre les imminents paras; l'atmosphère s'emplit de bonne volonté désarmée... Nous essaierons de faire en sorte que le regroupement de minorités révolutionnaires esquissé le 24 Avril ne reste pas au stade embryonnaire.

~~~~~

UNE REMARQUE

( faute de place nous avons reporté la correspondance au prochain numéro )

Des armes aux travailleurs. En 1944 dans beaucoup d'endroits les travailleurs avaient des armes, c'est le parti communiste qui leur a fait rendre les armes aux autorités. De Gaulle dans ses mémoires dit l'aide que le " Parti Ouvrier " lui a apporté en cette occasion, dans une tâche qui lui aurait été difficile de mener à bien seul.

En 1961, à l'appel du P.C., nous devons lutter pour exiger du Gouvernement des armes pour les travailleurs, et le parti n'a pas de phrases assez dures contre De Gaulle qui " refuse d'armes les anti-fascistes ".